Guerre de la potasse: Loukachenka peut-il mettre au pas les oligarques russes?

Description

Les conflits commerciaux entre la Russie et le Bélarus, fréquents depuis la première « guerre du gaz » de 2004, ont toujours eu une dimension politique. L'actuelle « guerre de la potasse » présente pourtant des spécificités, car c'est le Bélarus qui l'a déclenchée. À ses risques et périls.



Pour ceux qui ne suivent que de loin les fluctuations du marché des engrais potassiques, la «guerre de la potasse» russo-bélarusse n'a commencé à faire parler d'elle qu'avec l'arrestation, le 26 août dernier à l'aéroport de Minsk, de Vladislav Baumgertner, le PDG du géant russe de la potasse Uralkali. L'affaire a fait la une des journaux car c'était la première fois que le KGB bélarusse s'en prenait *manu militari* à un homme d'affaires russe, réputé proche du Kremlin, qui plus est alors qu'il était venu au Bélarus à l'invitation du Premier ministre Mikhaïl Myasnikovitch. Motif: «abus de pouvoir et de position d'autorité» de plusieurs cadres dirigeants d'Uralkali, dont les malversations financières auraient déjà entraîné pour l'économie bélarusse un dommage chiffré à 100 millions de dollars[1].

Le feuilleton judiciaire de la rentrée

Poursuivi au titre de l'article 424.3 du Code Pénal bélarusse, V.Baumgertner risque trois à dix ans de prison et la confiscation de ses biens, tout comme ses acolytes placés sous mandat d'arrêt[2], et contre lesquels Minsk a prié Interpol d'émettre une «notice rouge». À ce jour, l'organisation internationale de police criminelle n'a toujours pas rendu sa décision, invoquant la «clause de neutralité» (article 3 de ses statuts) qui lui proscrit «toute intervention ou activité à caractère politique, militaire, religieux ou racial». Or la dimension politique de l'affaire ne fait guère de doute, même si c'est à une société *privée* russe que s'en prend la justice bélarusse. Pour preuve, les représailles de Moscou qui suivirent l'arrestation de V.Baumgertner: fin août, le transporteur pétrolier Transneft annonça une diminution de 25% de ses livraisons au Bélarus (soit 400.000 tonnes de brut en moins), soi-disant à cause de travaux de réfection subitement nécessaires sur l'oléoduc reliant les deux pays... Les exportateurs bélarusses de produits agro-alimentaires furent quant à eux frappés de boycott après que la Russie ait émis des réserves sur la qualité de produits laitiers en provenance du Bélarus, tandis que les services vétérinaires imposaient le 3 septembre des restrictions sur les importations de porc bélarusse, invoquant des risques de transmission de la fièvre porcine africaine[3].

Cette dernière décision survint le lendemain de l'annonce par Minsk de poursuites pénales contre le principal actionnaire d'Uralkali, le milliardaire Souleïman Kerimov, qui détient 21,75% des parts de la société. Or ce dernier jouit de l'immunité judiciaire en Russie car il représente la république du Daguestan, dont il est originaire, au Conseil de la Fédération (la Chambre haute du parlement russe), et surtout du fait de ses liens avec plusieurs membres influents du «clan Medvedev»[4].

Pourquoi le régime bélarusse s'est-il aventuré à une provocation qui pourrait au final coûter au pays bien plus cher, en termes de dommages économiques, que les 100 millions de dollars de caution qu'il réclame pour la libération de V.Baumgertner? Contrairement aux explications avancées dans les médias occidentaux, l'arrestation de ce dernier ne résulte pas d'un énième coup de sang du président Aliaksandr Loukachenka. Bien au contraire: prévue de longue date, la manœuvre des autorités bélarusses vise à dicter à leurs partenaires russes les termes de leurs futures relations économiques, dans un climat de confiance mutuel déjà dégradé.

Le cartel russo-bélarusse de la potasse: chronique d'une mort annoncée

La potasse, minerai indispensable à la confection d'engrais agricoles, est l'une des rares matières premières présentes sur le sol bélarusse, qui héberge les deuxièmes plus grandes réserves mondiales après le Canada. L'entreprise d'État Belaruskali chargée d'exploiter les mines de potasse de Saligorsk assure 7% des recettes d'exportation du Bélarus et contribue à hauteur de 20% dans ses recettes fiscales[5].

En 2005, Belaruskali et son homologue russe Uralkali, le leader mondial du secteur, ont établi une structure d'exportation commune, la Belarusian Potash Company (BPC), censée servir de canal unique pour leurs exportations, qui représentent 43% des ventes mondiales, principalement vers les pays émergents d'Asie (Inde et Chine). La majorité des postes stratégiques dans BPC sont revenus à des cadres d'Uralkali, tel V.Baumgertner. La coordination au sein du cartel russo-bélarusse permet un contrôle des volumes produits et exportés pour moduler les cours mondiaux de la potasse[6].

Aussi le retrait unilatéral d'Uralkali de BPC, annoncé le 30 juillet 2013, a-t-il induit une pagaille boursière d'amplitude mondiale. Le cours de la potasse s'effondra, rognant les marges jusque-là confortables sur ce marché oligopolistique. Belaruskali en fut l'une des premières victimes, ses coûts de production demeurant bien supérieurs à ceux d'Uralkali, et ses débouchés plus restreints. Le Bélarus reproche donc légitimement à son indélicat partenaire russe d'avoir dénoncé ses engagements vis-à-vis de BPC pour faire cavalier seul.

Depuis 2011, les services de sécurité bélarusses savaient que les dirigeants d'Uralkali menaient un double jeu, utilisant les structures et représentations locales de BPC pour signer des contrats finalement honorés seulement par Uralkali, ou proposant en secret aux clients de BPC qu'Uralkali leur livre de la potasse au rabais[7]. En 2012, Uralkali exporta ainsi 80% de sa production *via*une société basée en Suisse, Uralkali Trading, et seulement 20% *via* BPC. Cela fit perdre des parts de marché à Belaruskali, qui continua jusqu'à fin 2012 à n'exporter sa production *que* par le biais de BPC[8]. L'enquête a révélé qu'Uralkali ne se livrait pas seulement à de la concurrence déloyale, mais que ses dirigeants, avec la complicité de S.Kerimov, avaient mis en place un vaste système de prise illégale d'intérêts et d'enrichissement personnel, dommageable non seulement à Belaruskali, mais aussi aux actionnaires et distributeurs d'Uralkali, qui s'est endetté au point de risquer la faillite.

En arrêtant V.Baumgertner, le régime bélarusse escomptait que révéler l'escroquerie le mettrait en position de force pour négocier avec Moscou que des têtes tombent au sein d'Uralkali, à commencer par celle de S.Kerimov. Le moment était bien choisi: la priorité de la diplomatie russe étant d'attirer l'Ukraine, l'Arménie et le Kirghizstan dans l'Union Économique Eurasienne, censée voir le jour en janvier 2015, l'escalade d'un conflit commercial entre la Russie et son traditionnel allié bélarusse serait du plus mauvais effet. Aussi le Kremlin accepta-t-il un compromis judiciaire pour sauver les apparences: le transfert d'une partie des documents de l'instruction au parquet russe, et celui de V.Baumgertner de la prison du KGB à une résidence surveillée de Minsk.

Le pari risqué de Loukachenka

Certes, Loukachenka semble avoir gagné la première bataille de cette «guerre de la potasse». En affichant sa liberté de manœuvre face au grand capital russe et à ceux, à Moscou, qui dénoncèrent l'arrestation d'un des leurs, il se pose en défenseur des intérêts et de la souveraineté de son pays. En effet, Uralkali n'a jamais caché son intention d'absorber son «petit frère» bélarusse. Loukachenka, qui a fixé le prix de vente de Belaruskali à 30 milliards de dollars, prétend même s'être vu offrir des pots-de-vin pour céder la société à un prix plus abordable. En mettant Belaruskali en difficulté, les manœuvres d'Uralkali et la dissolution du cartel BPC visaient donc à contraindre Minsk à brader ce joyau de la couronne[9]. Déjouer un tel scénario sert Loukachenka en termes d'image: les populations de la majeure partie des pays d'ex-URSS éprouvent en effet une sympathie irrationnelle pour qui s'en prend aux oligarques russes au lieu d'entrer en collusion avec eux[10]. Le revers essuyé par Uralkali fait d'ailleurs office d'avertissement à ceux qui, en Russie, s'imaginent que la privatisation de fleurons industriels bélarusses, tel le fabricant de camions MAZ, pourrait se faire selon d'autres règles que celles fixées par Loukachenka lui-même.

Force est d'admettre que le coup de poker de Loukachenka a contraint ses partenaires russes au compromis. En effet les menaces initiales proférées par certains officiels russes ne se sont pas matérialisées. Le fonds anti-crise de la Banque eurasienne de développement a bien débloqué la sixième tranche d'un prêt que le Bélarus, vu le creusement du déficit de sa balance commerciale et le tarissement de ses réserves de change, ne remboursera probablement jamais. Quant à la menace d'une diminution, à l'orée de l'hiver, des livraisons de pétrole russe, elle a été balayée le 12 septembre par le chef de file des «siloviki», les organes russes de sécurité. Igor Sétchine est désormais à la tête du géant pétrolier Rosneft… et détient des parts dans la raffinerie de Mozyr au Bélarus. Le PDG de Gazprom Alexeï Miller et celui de la Sberbank German Gref se sont eux aussi précipités à Minsk en septembre pour assurer le régime bélarusse de leur soutien matériel. Tout cela a conduit à interpréter le silence prudent de V.Poutine dans toute cette affaire comme le signe que le Kremlin serait même du côté de Loukachenka dans sa croisade contre les «escrocs» d'Uralkali[11].

Or c'est précisément ce qui pousse certains analystes à penser que la dépendance de Loukachenka vis-à-vis du Kremlin s'en trouve accrue, car le règlement pacifique du conflit ne se fait pas à l'avantage de Belaruskali[12]. En effet l'entreprise pourrait ne pas se remettre de la «trahison» d'Uralkali. Déjà la chute de ses ventes l'a poussée à fermer deux de ses mines de potasse et à mettre ses employés au chômage technique partiel. Faute de coopération avec Uralkali depuis la dissolution de fait de BPC, elle ne peut reconquérir les marchés perdus[13]. Or les espoirs nourris un temps par Minsk de «monnayer» l'extradition de V.Baumgertner vers la Russie contre un changement de la structure actionnariale d'Uralkali ne seront visiblement pas satisfaits: S.Kerimov, que l'on disait prêt à vendre ses parts à un autre oligarque, le pro-Poutine Valery Kogan, les a en fait échangées contre des obligations détenues par un fonds souverain de la China Investment Corporation. Aussi les vainqueurs dans cette «guerre de la potasse» seront-ils au final les clients d'Uralkali, à savoir les agriculteurs de pays émergents comme la Chine, qui seuls profiteront de la baisse du prix mondial de la potasse et, par répercussion, de l'engrais.

Notes :

[1] Interview de Pavel Traoulko, porte-parole du Comité d'enquête du bureau du Procureur général de la République du Bélarus, à l'agence de presse BelTA, 26 août 2013, republié par http://news.tut.by/politics/363351.html.

[2] Il s'agit d'Oleg Petrov, membre du Conseil de surveillance d'Uralkali et désigné comme le «cerveau» de l'escroquerie; Konstantin Solodovnikov, premier directeur adjoint; Igor Evstratov, vice-directeur financier; et Dmitri Samoilov, chef du service d'affrètement. Tous quatre ainsi qu'Alexandre Volochine, le président du directoire d'Uralkali, et Souleïman Kerimov, actionnaire principal de la société, avaient été invités à des pourparlers à Minsk. Seul V.Baumgertner fit le voyage, et lui seul fut arrêté. D'après Kirill Benediktov «Ouvidet Minsk i sest» [Voir Minsk et se faire coffrer], *Izvestia*, 27 août 2013, http://izvestia.ru/news/556143#ixzz2gl6dQ6kP.

[3] Kamił Klysinski et Agata Wierzbowska-Miazga «A Russian-Belarusian conflict against a backdrop of potassium fertilisers», *EastWeek*, 4 septembre 2013, www.osw.waw.pl.

[4] S.Kerimov compte parmi ses soutiens les vice-Premiers ministres russes Arkady Dvorkovitch et Igor Chouvalov. En 2010 celui-ci a aidé S.Kerimov à acquérir des parts dans Silvinit pour consolider son monopole sur le marché de la potasse. L'épouse de Chouvalov serait aussi impliquée dans la reprise frauduleuse par S.Kerimov des sociétés fiduciaires Ingostrakh et Avtobank.

[5] Pierre Briançon, «L'aile de la potasse», *Le Monde*, 21 septembre 2013, www.lemonde.fr/economie/article/2013/09/21/l-aile-de-la-potasse_3482187_3234.html

[6] Un tiers du marché mondial est contrôlé par un autre cartel, nord-américain celui-là (Canpotex), tandis que des producteurs allemands et australiens se partagent les restes. D'après Alain Faujas, «Poker menteur entre Russes et Biélorusses sur le marché de la potasse», *Le Monde*, 21 août 2013, www.lemonde.fr/economie/article/2013/08/21/la-potasse-entre-guerre-et-bluff_3464090_3234.html.

[7] Interview de Pavel Traoulko, *op. cit.* , note 1.

[8] En novembre 2012, Belaruskali commença à contourner BPC aussi en vendant de la potasse directement à l'Inde et au Bengladesh. Cette violation de l'accord de 2005 fut «légalisée» en décembre par un décret présidentiel mettant fin à l'exclusivité de BPC pour les exportations de Belaruskali. C'est cette «tricherie» qu'Uralkali invoqua six mois plus tard pour dénoncer l'accord.

[9] Grigori Ioffe «A Business and a Pep talk», *Eurasia Daily Monitor* (Jamestown Foundation), vol. 10, n°166, 19

septembre 2013.
[10] Leonid Radzikhovskij, politologue russe, s'exprimant dans l'émission "Expertise" de *Radio Svaboda* (Bélarus) le 17 septembre 2013. Propos retranscrits sur www.inosmi.ru/sngbaltia/20130919/213092775.html.
[11] *ibid.*
[12] Artyom Shraybman «Belarus is losing the potash war», *Belarus Digest*, 9 octobre 2013, http://belarusdigest.com/story/belarus-losing-potash-war-15763.
[13] Solidarity with Belarus Information Office, «BPC and Uralkali's divorce: first performance results», 7 octobre 2013, http://belarusinfocus.info/subscribe/1381168413.

Vignette : www.kali.by

* Rédactrice à *Regard sur l'Est*. Chercheur au Finnish Institute of International Affairs (Helsinki).

date créée
15/10/2013
Champs de Méta
Auteur-article : Anaïs MARIN*